

Malgré la mascarade des élections au CNESER, l'UNEF se maintient !

Aujourd'hui a eu lieu le dépouillement des élections des représentant·e·s étudiant·e·s au CNESER, qui se sont déroulées du 7 au 18 juin 2021. Bon nombre d'irrégularités, ayant fortement lésées l'UNEF, sur ce scrutin ont été constatées, provoquant une enquête – toujours en cours – demandée par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Malgré tout, **l'UNEF conserve une place importante dans la représentation étudiante avec 2 élu·e·s.**

L'UNEF conserve le même nombre d'él·u·e·s nationaux·ales et reste la première force syndicale d'opposition...

L'UNEF conserve deux élu·e·s étudiant·e·s au CNESER, comme lors de la mandature précédente. Nous restons une force syndicale prépondérante dans le milieu étudiant.

Ces résultats démontrent, contrairement à ce que l'on a pu entendre dans l'espace politico-médiatique, que notre travail de terrain par des distributions alimentaires ou des permanences syndicales dans toute la France a fait ses preuves. Tout comme nos mobilisations dans la rue, pour faire entendre nos revendications contre la précarité et pour le retour en cours, les conditions d'examen des étudiant·e·s en BTS ou le droit à l'éducation pour celles et ceux en PASS/LAS. Malgré plus d'une année de crise sanitaire qui nous a tenue éloigné·e·s des campus et de nos camarades, **ces mobilisations nous ont permis d'engranger des victoires comme le « chèque psy », l'aide de 150 euros en décembre 2020 ou bien le restaurant universitaire à 1 euro pour tou·te·s les étudiant·e·s.** Dans ce même CNESER, nous nous sommes aussi battu·e·s sans relâche contre la « Loi de Programmation de la Recherche », réforme néfaste pour la recherche publique.

...même si plus de 50 de nos élu·e·s ont été privé·e·s de leur droit de vote !

Nous avons alerté pendant des mois le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche sur les risques d'un scrutin avec envoi postal du matériel de vote : nous avons raison. Les dysfonctionnements se sont fait légion et ont privé certain·e·s élu·e·s de leur possibilité de voter.

L'UNEF a été particulièrement touchée par ce déni de démocratie. **Plus de 50 de nos élu·e·s (correspondant à 18% de notre score au dernier CNESER), n'ont jamais reçu leur matériel de vote. Ainsi, l'Université des Antilles n'a jamais reçu le matériel de vote pour le distribuer aux élu·e·s, le Ministère ayant sciemment fait le choix de les envoyer par bateau malgré le délai minimum de réception de 4 semaines.** Au-delà de démontrer l'incapacité du MESRI à gérer ce scrutin national, cela fait aussi la preuve d'un mépris inconsidérable et inacceptable pour les élu·e·s étudiant·e·s des DROM.

Pour les étudiant·e·s, les élections du déshonneur

Nous le pointions déjà le 4 juin dernier dans un précédent communiqué, les élections de cette année pour les représentant·e·s étudiant·e·s au CNESER se sont déroulées dans des conditions honteuses, propices aux méthodes toutes plus malhonnêtes les unes que les autres.

Le scrutin qui vient de se tenir a été l'occasion d'assister à un concours du pire en matière électorale, rendu possible par un MESRI refusant de le rendre plus sécurisé.

Parmi ce florilège, nous avons pu constater une surenchère dans l'achat d'enveloppes de vote des élu·e·s des différents établissements et des fraudes conséquentes. Pire, des intimidations physiques



ou verbales, en particulier sur les élu·e·s de l'UNEF, ont été perpétrées, allant jusqu'à l'effraction et au saccage de notre local syndical à Nantes, faits pour lesquels nous avons porté plainte.

La représentation étudiante est amoindrie et délégitimée lorsque son scrutin de désignation officielle se déroule dans ces conditions.

Compte tenu de l'opacité du dépouillement et du refus du Ministère de l'Enseignement supérieur de recompter les voix, n'assurant pas ainsi la sincérité du scrutin, nous ne reconnaissons pas les résultats annoncés à l'oral ce soir. En sus, au vu du grand nombre d'irrégularités, de dysfonctionnements, de fraudes et d'incidents constatés lors de ces élections au CNESER, l'UNEF saisira la justice sur la validité de ce scrutin.

Pour une réforme urgente de la démocratie étudiante et de la place du CNESER

Enfin, ces élections sont la dernière démonstration, s'il en fallait une, que le système actuel d'élection des représentant·e·s étudiant·e·s nationaux·ales et la place de l'institution du CNESER, sont à bout de souffle.

Alors que les étudiant·e·s se sont majoritairement abstenu·e·s lors du 1^{er} tour des élections régionales dimanche dernier, cette élection indirecte, où votent des élu·e·s deux ans après leur élection, ne correspond plus aux aspirations de celles et ceux que nous sommes censé·e·s représenter. Notre génération étant fortement impliquée dans les mouvements et mobilisations pour une démocratie plus directe et participative, il est nécessaire que cela se traduise aussi dans la désignation de leurs représentant·e·s nationaux·ales.

À l'aune d'une rentrée dont les enjeux sont primordiaux pour ne pas revivre le marasme de l'an dernier, le CNESER doit retrouver une place centrale, pas celle de chambre d'enregistrement. Pendant 4 ans, malgré son rejet des réformes les plus mortifères pour l'Enseignement supérieur, toutes ont été appliquées par le Gouvernement. Il est nécessaire de le réformer, dans ses attributions et son périmètre, afin qu'il puisse réellement peser sur les décisions politiques prises pour l'Enseignement supérieur et la Recherche.

Contact :

Elisabeth ABANDA AYISSI

Attachée de presse de l'UNEF

06.03.55.45.28 / presse@unef.fr